

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 907

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La croissance qui appauvrit

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) révisé ses prévisions à la hausse: la croissance dans les 24 pays membres atteindra 3% en 1988 et non 2,25% comme annoncé précédemment.

Soulagement général. Après l'alerte boursière de l'automne dernier, la machine économique semble donc tourner rond. Un diagnostic d'autant plus positif que les pays industrialisés sont confrontés à un chômage important.

Oui, mais l'optimisme est-il vraiment de circonstance? Cet indicateur, scruté par tous les observateurs, augure indispensable des décideurs politiques et économiques, que nous dit-il au juste de la réalité présente et que présage-t-il de l'avenir?

Le fait est admis depuis une bonne vingtaine d'années: l'augmentation de la croissance économique ne garantit pas mécaniquement l'amélioration du niveau de vie pas plus qu'elle ne reflète véritablement l'évolution de la richesse d'un pays. La statistique ne saisit que la production effective d'une valeur monétaire, et elle ne la saisit pas totalement. Ainsi le travail ménager, non rémunéré, n'est pas comptabilisé, tout comme le travail au noir. Deux lacunes de taille.

Mais il y a plus grave. La croissance s'alimente pour une grande part au capital des ressources naturelles. Des siècles durant, cette prédation n'a guère eu d'effets visibles: au regard de l'ampleur du capital, l'activité humaine pesait de peu de poids. La situation a radicalement changé. La pression sur les matières premières non renouvelables — l'air, l'eau, le sol — est maintenant visible. Nous en subissons les conséquences néfastes dans notre vie quotidienne.

Nous persévérons pourtant dans nos calculs tronqués, nos additions boiteuses et le produit national qui en résulte reste l'objet de notre idolâtrie. Un pays s'enrichit-il vraiment de ses accidents de la route (soins hospita-

liers, travaux de carrosserie)? L'économie nationale est-elle plus forte en investissant des millions — et à terme des milliards — dans des mesures protectrices de substitution à la forêt déperissant?

Une étude allemande aboutit à la conclusion qu'environ 10% du produit social brut sont consacrés à réparer les conséquences négatives de la croissance; en 1970, 5% y suffisaient. Un chercheur de Berlin estime pour sa part que seuls 80% de la croissance constituent réellement un gain de niveau de vie.

Si la croissance économique implique la détérioration de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles, elle ne reflète qu'une richesse très provisoire, fictive. Parce qu'en définitive elle mine à terme les fondements même de l'activité économique. Les signes de cette contradiction sont déjà tangibles: je pense à l'état sanitaire de certaines populations des pays de l'Est (pollution de l'air et de l'eau), à la désertification en cours de l'Espagne, à la stérilité des sols en Hollande.

JD

(suite en page 2)

Comptes satellites

En France et en Allemagne fédérale, on a tenté ces dernières années de développer des comptes satellites qui permettent de déterminer, pour un secteur particulier (santé, éducation, environnement, ...), quels sont les bénéficiaires, les producteurs et les financiers.

Par ailleurs, un groupe d'experts des Nations Unies prépare la révision du système de comptabilité nationale qui date de 1968.

Signalons encore le récent ouvrage de Pillet et Odum (*E3, énergie, écologie, économie*, éditions Georg, 1987) qui tente de réintroduire l'environnement dans le calcul économique.